

L'AVANT-GARDE

POUR LA SUISSE

Un an Fr. 4—

Six mois » 2—

Trois mois » 1—

Pour l'Étranger le port en sus.

Organe Collectiviste et Anarchiste.

POUR LA FRANCE :

Un an Fr. 8—

Six mois » 4—

Trois mois » 2—

Lettres et argent franco.

Administration et Rédaction de l'Avant-Garde : Chaux-de-Fonds (canton de Neuchâtel, Suisse).

Procès fait à l'INTERNATIONALE en France.

Il y a un mois environ, nous avons annoncé l'arrestation de plusieurs socialistes soupçonnés de propager les doctrines, les prospectus, les manifestes et les programmes de l'Internationale. Une instruction commencée à ce sujet, s'est terminée par une ordonnance de non lieu pour la plupart des personnes arrêtées. Les uns ont été simplement relâchés; deux, Nabruzzi et Zanardelli ont été reconduits à la frontière; une dame, M^{me} Koulichoff a été expatriée; deux enfin, Costa et Pédoussaut sont renvoyés sur les bancs de la police correctionnelle.

Costa (Andréa), né à Imola en 1852, est un membre très connu de la branche italienne de l'Association Internationale des Travailleurs. Pédoussaut, est né à Toulouse en 1853.

Ils sont prévenus « de s'être affiliés ou d'avoir fait acte d'affiliés en France, en 1877 et 1878, à l'Association Internationale des Travailleurs ou à une association professant les mêmes doctrines et ayant le même but, et d'avoir concouru sciemment au développement de la même association, soit en recevant ou en provoquant à son profit des souscriptions, soit en lui procurant des adhésions collectives ou individuelles, soit en propageant ses doctrines, ses statuts et ses circulaires » délit prévu et puni par la fameuse loi Dufaure édictée en 1872.

L'accusation se base sur quelques lettres personnelles et sur quelques documents trouvés au domicile des personnes inculpées. En particulier sur une pièce intitulée : *Rapport sur l'état du journalisme en Europe*, sur quelques exemplaires d'un *Manifeste de la Fédération française*, et sur une somme de 2 fr. qu'une personne avait remise à Costa pour un abonnement au journal *L'Avant-Garde*.

Au cours de son interrogatoire, Costa a parfaitement démontré que jamais il n'a été affilié à la branche française de l'Internationale. « J'avais cessé — dit-il — d'être affilié à l'Internationale par ce seul fait que j'avais quitté l'Italie et étais venu en France. » Accusé plus loin d'être venu en France pour y propager les idées de l'Internationale, Costa répond que naturellement il a fait tous ses efforts pour répandre ses idées personnelles, mais que « l'Internationale n'ayant plus de doctrine officielle » il lui aurait été assez difficile d'en propager une.

Pédoussaut nie aussi d'avoir fait partie de la branche française de l'Internationale.

le. » J'avais l'intention — dit-il — de former un groupe, mais j'ai renoncé à ce projet. »

Il résulte de tout l'interrogatoire que les deux prévenus ne sont nullement membres de l'Internationale française, mais que ce sont des socialistes collectivistes, anarchistes et révolutionnaires. D'ailleurs le discours de Costa que nous donnons *in extenso* édifiera nos lecteurs à cet égard d'une façon complète.

Après le réquisitoire ennuyeux du ministère public et les plaidoeries insignifiantes des avocats, Costa se lève et prend la parole en ces termes :

Messieurs, tout ce que je vous dirai est vrai. Je me suis toujours distingué par ma franchise et j'ajoute même quelquefois par mon audace. Ainsi, le procureur du roi, en Italie, le déclarait lui-même. Je dirai donc la vérité et c'est par cette raison même que je doute que vous me croyiez. car j'ai remarqué bien souvent qu'on est toujours disposé à ne pas croire les gens qui disent vrai. D'abord, je ne suis pas venu à Paris comme émissaire de l'Internationale et je n'ai essayé en France aucune tentative pour constituer un groupe. Mais, me dit-on, pourquoi venir à Paris? Vous savez que depuis notre enfance, dans les pays étrangers, nous entendons parler de Paris comme de la cité du soleil, et alors, quand certains soupçons de police nous chassent tout à coup du sol natal, quoi de plus naturel que d'être attiré vers lui pour voir resplendir ce soleil au-dessus de nos têtes?

Il y a d'ailleurs une autre raison; j'étais en Belgique. Il me fallait 150 francs pour retourner en Italie et je ne les avais pas. Avec 30 francs je pouvais venir en France.

L'Internationale n'est pas assez riche pour se payer le luxe d'agents voyageant à l'étranger. Et puis, si elle avait jugé utile d'envoyer des émissaires ici, ce n'est certainement pas moi qu'on aurait choisi, moi qui ne connaissais personne, pas même Pédoussaut, quand je suis arrivé à Paris.

Ma préoccupation a été de trouver du travail et la première place qui s'est offerte je l'ai prise. Je dis cela pour répondre à M. le président qui, hier, semblait croire que je n'étais qu'un employé amateur. Mon travail était très-pénible, d'autant plus pénible, qu'en Italie je n'avais jamais eu d'autre fatigue que l'étude et d'autre profession que celle d'étudiant en médecine.

Etant à Paris, j'ai conservé mes opinions — c'était mon droit. Je recevais quelques journaux et j'expédiais quelques lettres dans lesquelles je rendais compte de l'état de mouvement politique de la France. Toutes ces lettres étaient purement personnelles, elles n'avaient aucun caractère officiel, ni aucun but de propagande ainsi qu'on peut s'en convaincre en les lisant. Ce qui le prouve — et ici j'insiste. — c'est que presque toutes les pièces saisies me concernant sont en italien: elles n'étaient donc pas destinées à des Français. Quant à la correspondance, elle n'était pas adressée du représentant d'un groupe au représentant d'un autre groupe, mais d'un ami à un ami, qui échangeaient tous deux leurs impressions sur les choses du jour.

Je n'ai pas à parler des documents que Pédoussaut a laissé saisir chez lui. C'est une affaire qui ne me regarde pas et je n'ai pas à prendre sa défense. — On a pu voir d'ailleurs que j'étais loin d'être en communauté parfaite d'idées avec tous les membres de la fédération jurassienne: cela ressort des lettres adressées de Suisse à Pédoussaut et dont je n'ai eu

connaissance que par la lecture qui en a été faite à l'audience d'hier.

J'ai du reste une nature trop indisciplinable pour me soumettre à une organisation quelconque, pour accepter un mot d'ordre et faire exécuter une consigne. — Aussi, quand je suis parti pour Lyon, n'ai-je obéi qu'à mon inspiration. J'ai pris l'initiative de ce voyage sans prévenir personne, et je l'ai fait parce que je pensais être utile à mes idées. Personne ne m'avait conseillé et mes amis étaient plutôt disposés à me blâmer qu'à me louer. — Vous voyez donc bien que je n'agissais pas pour le compte de l'Internationale.

M. le substitut disait hier qu'il ne fallait pas donner trop d'importance à ces poursuites. Mais de deux choses, l'une: ou ce que nous avons fait a mis la société en péril et lui a fait courir un grand danger — et alors, vous devez nous condamner sévèrement; ou bien, comme le dit l'accusation, il n'y a rien de sérieux dans cette affaire et alors je ne comprends pas la prévention. On voudrait nous condamner tout en rassurant la bourgeoisie à laquelle on déclare qu'il n'y a rien!

Comme j'ai affirmé que l'Internationale n'a pas d'idées officielles, le ministère public a conclu que je n'avais pas, que nous n'avions pas de principes. Ces principes sont pourtant bien simples.

Nous sommes collectivistes, et nous voulons la suppression de la propriété individuelle, parce que nous pensons que cette forme de la propriété est injuste et est la base de l'inégalité qui règne partout aujourd'hui. Nous voulons la remplacer par une forme nouvelle qui, en remettant à la collectivité ou au groupe tous les capitaux, matières premières et instruments de travail, permettra à chacun de produire selon ses moyens.

Nous sommes anarchistes, parce que avec l'organisation nouvelle de la propriété, il faut une organisation nouvelle de la société.

Le temps me manque pour développer ces principes et je ne veux pas fatiguer le tribunal: je m'en rapporte à sa bonne foi pour décider si réellement nous avons contrevenu à la loi.

Le tribunal rend ensuite le jugement qui conclut aux condamnations suivantes:

« Condamne Costa en deux ans d'emprisonnement et 500 francs d'amende;

« Condamne Pédoussaut à treize mois d'emprisonnement et 500 francs d'amende;

« Ordonne que Costa et Pédoussaut demeureront placés, après l'expiration de leur peine, sous la surveillance de la haute police pendant cinq années;

« Dit que Pédoussaut sera, en outre, interdit pendant cinq années de tous ses droits civiques, civils et de famille, énumérés en l'article 42 du Code pénal;

« Condamne Costa et Pédoussaut solidairement aux dites amendes et dépens;

« Fixe la durée de la contrainte par corps au minimum de la loi. »

La justice française a donc une infamie de plus à inscrire à son dossier. Quant à la branche française de l'Association Internationale des Travailleurs elle continuera à vivre en défiant M. Dufaure, ses juges, ses policiers et ses prisons.

Correspondances.

Allemagne.

(Allemagne du Sud). Comme désormais j'aurai l'occasion de vous parler, dans des correspondances régulières, de la condition politique et sociale de mon pays, vous me permettrez sans aucun doute, de présenter quelques courtes observations sur la façon de comprendre ma tâche. Mon regard s'attachera plus spécialement sur le *mouvement social* et je ne m'occuperai des événements politiques qu'autant qu'ils influenceront directement sur ce mouvement social ou seront influencés par lui. Malgré ce cadre, ou plutôt à cause de lui, j'espère arriver à ce but, que les socialistes allemands et latins parviennent à se mieux comprendre. Ma tâche sans doute n'est pas petite, car nos frères français et suisses savent aussi bien que moi, que l'idée anarchiste n'a trouvé jusqu'à aujourd'hui que peu de terrain en Allemagne, que même, en Allemagne, nous vogueons à pleine voile dans les eaux de l'Autorité. Mais, au cours de mes correspondances j'espère démontrer que cette grande erreur du socialisme allemand dépend, et cela plus qu'il n'est croyable, de causes extérieures et secondaires; que la situation véritable, dans ce qu'elle a d'essentiel, nous parlera tout autrement, pourvu qu'on la laisse parler.

La crise économique a déjà atteint en Allemagne un tel degré de généralité que les autres pays ne peuvent s'en faire une idée. Dans de semblables conditions, le manque de perspicacité et la tendance autoritaire du socialisme allemand sont encore plus préjudiciables, car avec un peu de perspicacité et quelque énergie révolutionnaire, la majorité de nos populations se serait jetée en peu de temps du côté d'une politique franchement fédéraliste. La tunique de Nessus que sous le nom pompeux d'Empire allemand « on a jeté sur le corps de notre pauvre peuple, brûle avec une intensité de plus en plus vive, et des millions de mains sont prêtes à la secouer pour peu qu'elles aperçussent la forme du nouveau costume.

Il est intéressant de se rendre compte comme le gouvernement allemand est poussé en avant, sur sa route fatale, par la crise économique. Plus notre situation économique empire, plus il faut tendre fortement les brides de la centralisation. Le prince de Bismarck, auquel on ne peut cependant refuser un instinct très délicat pour découvrir le côté faible de son système, saisit profondément aujourd'hui ce défaut: — la dépendance financière de l'empire, des Etats particuliers politiques. De là cette parole récente: l'Empire « au point de vue économique doit être mis sur ses propres bases ». Quant à la nécessité de ce fait tous les partis gouvernementaux sont d'accord; la question est seulement de savoir qui payera les dépenses. Ce qui a transpiré dans le public à propos du monopole sur le tabac, ainsi que sur les autres projets de réformes faits par M. de Bismarck donnent parfaitement à comprendre que le but visé par Notre seigneur et Maître est une sorte de communisme autoritaire réalisé sur une grande échelle. Il s'agit de lier maintenant au gouvernement assez d'intérêts économiques, et de les subjuguier à tel point que ce gouvernement devienne aussi indépendant économiquement qu'il l'est aujourd'hui politique-

ment. Quelle est la raison cachée de ce fait étonnant? Nous pensons que la voici: le gouvernement impérial n'ose plus visiblement avancer vers la centralisation politique, car déjà la tyrannie de cette centralisation se fait sentir partout, et surtout au sud et au centre de l'Allemagne. Encore moins ose-t-on être « révolutionnaire » comme on l'a été dans le nord à l'égard du Hanovre et des autres Etats. On entame donc l'affaire par son côté économique et quand l'établissement économique de l'Empire sera un fait, il sera aisé d'en développer toutes les conséquences politiques. Le temps alors sera proche où, sinon Bismarck, du moins ses héritiers pourront dire: « Je le veux! »

La rentrée du Reichstag a eu lieu au commencement de Mai, après les fêtes de Pâques. Le 4 Mai, il y eut une séance très intéressante, à propos de la révision de la loi sur l'organisation des corps de métiers, — intéressante surtout au point de vue de la naïveté montrée au cours des débats par les députés socialistes. Le projet de loi élaboré par le gouvernement contient cette clause que les patrons n'ont pas le droit de forcer les ouvriers de travailler les Dimanches et les jours de fête. Ce n'est certainement pas assez étatiste pour « Nos messieurs socialistes »; ils ont donc présenté l'amendement suivant: « les ouvriers de métier ne doivent travailler que 10 heures par jour, et 9 heures, les jours qui précèdent les fêtes. Des journées plus courtes peuvent être convenues librement entre les ouvriers et les patrons. La journée doit contenir trois repas qui doivent ensemble durer au moins 2 heures: le repas principal doit avoir lieu au milieu de la journée et durer une heure. Les heures de travail doivent être comptées d'après les horloges publiques et soumises au contrôle d'un tribunal du métier. La journée ne doit pas commencer avant 6 heures du matin, ni continuer après 8 heures du soir. » Il était aisé de prévoir que Messieurs nos meneurs ne laisseraient pas échapper cette occasion de chercher à établir la journée normale de travail tant désirée par eux. Le discours prononcé par Most pour défendre l'amendement est au dessous de toute médiocrité. Il commença (s'il faut en croire la Gazette de Francfort.) par les paroles suivantes: « tout ce qui a été dit contre le travail du Dimanche me démontre la nécessité de limiter raisonnablement le travail de la semaine. Ce n'est qu'une question de temps, pour arriver à ce que l'Etat régleme le travail dans l'intérêt du bien-être, de l'éducation et de l'hygiène du peuple. » Bref, ces Messieurs sont plus réglementalistes que tous les partis du Reichstag pris ensemble. « Tous les ouvriers d'Allemagne suivent aujourd'hui les débats du Reichstag! » a dit Most dans son discours? Heureusement cette affirmation est fautive, et notre peuple ouvrier n'est point encore aussi corrompu. Il est vrai que les ouvriers ne savent pas encore où tourner leurs regards, mais dire qu'ils les tournent vers Berlin et sur le Reichstag, c'est à dire vers le gouvernement, c'est absolument faux. Pire encore fut le discours du socialiste Kuzell. « Les ouvriers, — s'écrie-t-il entre autre chose, — qui travaillent le Dimanche ne peuvent nous servir à rien, c'est le *Lumpen-prolétariat* (la canaille!) » Quand le gouvernement aura le droit de régler la durée de la journée de travail, il au-

ra infailliblement tôt ou tard le droit de régler les salaires de chaque ouvrier; et bientôt, il nous indiquera ce que nous devons manger et boire, et dans quelle proportion. Et tout cela, au nom de la liberté! Espérons du moins que des débats semblables auront ceci de bon qu'ils ouvriront les yeux au peuple à l'égard de ses modernes sauveurs.

Le 11 mai, comme l'empereur d'Allemagne faisait sa promenade quotidienne en voiture, un ouvrier Hödel, surnommé Lehmann, a tiré sur lui un coup de revolver. La balle est allée se loger dans le mur opposé. Poursuivi, Hödel a fait feu deux fois pour se défendre; il n'a atteint personne et a été arrêté.

Hödel a 19 ans. Il est né à Leipzig. Autrefois ouvrier ferblantier il a abandonné son métier et s'est fait colporteur de journaux, vendant le *Vorwärts* et aussi le journal de Bismarck *Staatssozialist*. Hödel a été récemment exclu du parti démocrate-socialiste. Certains journaux affirment qu'il est socialiste-catholique; d'autres qu'il est anarchiste de cœur; quelques-uns comme le *Times* et la *Berliner Freie Presse* prétendent qu'il est fou.

Hödel affirme qu'il n'a pas voulu tuer l'empereur, mais se suicider sous ses yeux pour découvrir aux yeux de tous à quel degré d'intensité est arrivée la misère des ouvriers allemands.

Hödel est maintenant en prison, les pieds attachés à un barreau, les mains liées et le corps enchaîné aux murs de sa prison.

Russie.

L'agitation continue. Les journaux parlent de proclamations révolutionnaires qui ont été semées dans la cathédrale de St-Petersbourg, pendant le service de Pâques, époque où les foules compactes remplissent les églises russes.

On parle dans ces proclamations de l'affaire Zassoulitch et on annonce la formation d'un comité de salut public.

Mais comme nous manquons encore de renseignements précis sur cette affaire, nous la donnons sous des réserves toutes naturelles.

Nous lisons dans le « Travailleur » les lignes suivantes que nous nous empressons de reproduire:

Odessa, 20 mars 1878.

Le 18 mars, au soir, a eu lieu à Odessa une réunion pour célébrer ce jour mémorable pour les socialistes du monde entier. L'assemblée était nombreuse et animée, plus de la moitié des assistants appartenait à la classe ouvrière. Plusieurs discours ont été prononcés.

Le premier orateur — un ouvrier — a exprimé en termes émus le bonheur, qu'il éprouvait à la vue d'une réunion aussi nombreuse.

L'orateur qui vient après lui, prononce le discours suivant: « Quand le gouvernement français a eu écrasé la Commune de Paris, il a répandu contre les défenseurs de la Révolution ses calomnies les plus infâmes. Il a essayé de les flétrir en les traitant de voleurs, de brigands, d'incendiaires; les femmes qui avaient participé au mouvement ont été déshonorées sans exception du nom de prostituées. Le gouvernement français osa même adresser une note circulaire aux gouvernements étrangers pour obtenir l'extradition des fédérés qui avaient échappé à

la fusillade et aux massacres, prétendant que les gens dont il s'agissait n'étaient point passibles de poursuites politiques, mais que ce n'étaient que de simples criminels, — des voleurs des brigands, des assassins, etc.

» Après cette odieuse démarche retentir dans tous les pays des cris d'indignation et des protestations contre le cynisme du gouvernement français.

» Les ouvriers du monde entier envoyèrent des adresses sympathiques aux ouvriers français qui avaient combattu pour l'humanité. Et depuis, chaque année ces adresses se renouvellent. Seuls, les ouvriers russes n'ont pas encore ouvertement affirmé leurs sympathies. En nous réunissant ici pour célébrer l'anniversaire de la Révolution du 18 mars, nous montrons par ce fait notre sympathie pour l'œuvre à laquelle ont pris part nos frères français, et nous manifestons en même temps notre indignation contre les calomnies ignobles répandues contre les défenseurs de la Commune de Paris par la bourgeoisie européenne tout entière. C'est pourquoi, compagnons, je vous propose d'envoyer aux ouvriers français l'adresse suivante dont je vais vous donner lecture :

« Les travailleurs russes aux travailleurs français.

« Les ouvriers d'Odessa réunis le jour mémorable de la proclamation de la Commune de Paris vous envoient leur chaleureux et fraternel salut.

« Nous travaillons dans notre pays pour le même grand but pour lequel périrent en 1871 sur les barricades de Paris tant de vos frères, sœurs, pères, fils, filles et amis. C'est avec impatience que nous attendons l'approche de ce moment décisif où nous pourrions nous jeter dans la lutte pour les droits des travailleurs contre les exploités, pour le triomphe de la Révolution sociale. En attendant, continuez chez nous cette lutte sombre et inégale, où périssent d'une mort lente et douloureuse dans les prisons et dans les bagnes nos compagnons les meilleurs, ces vaillants enfants perdus de la sainte cause de l'affranchissement du peuple.

« Vous aviez raison, quand en 1871 vous avez dit que vous combattiez pour toute l'humanité: oui, les intérêts de tous les peuples sont liés si étroitement que la victoire du peuple dans un pays aura immédiatement pour contre-coup la victoire du peuple dans le monde entier. . . .

« Ouvriers français, quand le temps viendra où vous lèverez de nouveau le drapeau rouge, le drapeau de la Révolution Sociale, soyez animés du même courage héroïque, du même amour chaleureux, qui animèrent les combattants de 1871, mais que cette fois, pour le bonheur de l'humanité entière, la victoire couronne vos longs efforts.

« Odessa, 18 mars 1878. »

Cette adresse est votée à l'unanimité.

Quelques discours sont encore prononcés, quelques toasts succèdent aux discours entre autres à *Véra Zassoulitch*, enfin à minuit passé les assistants se sont séparés emportant de cette réunion une excellente impression

France.

Le projet de budget pour l'exercice de 1879 a été déposé il y a quelque temps sur le bureau de la Chambre. Nous engageons le peuple travailleur à le bien méditer.

Les dépenses prévues (nous ne ferons pas entrer en ligne de compte des dépenses qui se font toujours sur ressources extraordinaires) s'élèvent à la somme de **2 milliards 713 millions**.

Sur cette somme, 1 milliard 209 millions sont absorbés par les dotations et la dette publique; 269 millions pour les frais de régie, de perception, et d'exploitation des impôts. Il reste donc seulement **1 milliard 235 millions** pour la dotation des différents services ministériels, finances, justice, instruction, guerre, marine, affaires étrangères, beaux-arts, agriculture et commerce, travaux publics.

Sur ces 1 milliard 235 millions la guerre et la marine absorbent 749 millions.

Donc, sur **2 milliards 713 millions** que payent *exclusivement* les ouvriers de France **486 millions** seulement sont employés pour couvrir les frais de services publics dont quelques-uns, comme par exemple la justice, sont d'une utilité plus que contestable.

Ainsi en France il y a en moyenne 2 milliards 227 millions qui représentent plus de 637 millions de journées de travail qui sont gaspillés chaque année, et seulement 486 millions employés pour des dépenses d'une utilité discutable.

PARIS. — *Le Congrès international*. Une sous-commission, chargée de rédiger le programme du congrès ouvrier international, soumet aux membres de la commission qui s'occupe d'organiser ledit congrès le projet d'ordre du jour qui suit :

1° De la nécessité des groupements ouvriers et de leur fédération ;

2° De la situation du travailleur agricole et des moyens d'y remédier ;

3° De l'impôt et des modifications qu'il doit subir ;

4° De l'éducation intégrale ;

5° De la paix et de l'arbitrage international.

La discussion de ce projet de programme doit avoir lieu le 15 courant.

Espagne.

Compagnons.

Nous sommes économiquement parlant, dans le marasme. La crise industrielle qui pèse sur toute l'Europe se fait sentir durement en Espagne aussi. Mais indépendamment des causes générales qui la produisent ailleurs, elle s'aggrave ici par des causes particulières et locales, telle qu'une instabilité chronique de la situation depuis trois ans à l'agonie, l'incertitude de l'avenir qui en résulte, des impôts excessivement lourds qui n'empêchent cependant pas le budget de se solder tous les ans en déficit, malgré le secours d'emprunts onéreux, enfin un trésor si obéré par le poids d'une énorme dette publique, et si épuisé, qu'il ne peut y avoir pour cet état de choses d'autre dénouement possible que la banqueroute ou la liquidation sociale.

Le mal est si évident, si tangible, qu'il n'est plus possible de le nier. Aussi le gouvernement actuel accuse-t-il ceux qui l'ont précédé de lui avoir laissé ce triste héritage; l'opposition reproche au pouvoir d'avoir empiré les choses au lieu d'y porter remède; les bourgeois de toute nuance, en un mot, se jettent les uns aux autres la responsabilité du désordre économique qui règne, et en attendant, ses conséquences se touchent chaque jour davantage.

Depuis le commencement de l'année deux cents magasins se sont fermés dans la province de Cadix. A Madrid sept cent cinquante trois établissements commerciaux ont subi un pareil sort. En Catalogne depuis deux mois on compte cent quatorze fabriques arrêtées. La petite bourgeoisie, plie et n'en peut mais, et les travailleurs à leur tour se voient aux prises avec une misère chaque jour plus effroyable.

A Barcelone on compte près de dix mille artisans sans travail; à Tarrasa le nombre de ceux qui ne trouvent où louer leurs bras est de deux mille cinq cents. A Tarragone huit cents tonneliers sont sans occupation. A Manresa huit fabriques ont congédié leurs ouvriers. Ceux de la province de Lerida abandonnent leurs foyers et se répandent dans les autres provinces à la recherche de travail. A Malaga un grand nombre de prolétaires sur le pavé émigrent à Alger et à Orem. Dans la seule corporation des cordonniers il s'en trouve deux cent trente trois qui, les bras croisés attendent de l'ouvrage. A Jerez on évalue à près de huit mille le nombre des travailleurs des champs qui ne savent où donner un coup de pioche. A Bajadoz un grand nombre de paysans pressés par le besoin ont offert aux propriétaires de les occuper sans autre rétribution que leur nourriture. A Torregrosa la population pauvre en est réduite à s'alimenter depuis quelque temps de caroubes et de son, etc. — D'un bout à l'autre de la péninsule, c'est la même chose: paralysation du commerce et de l'industrie, manque de travail, misère et presque famine. — Et pourtant le sol de l'Espagne est un des plus riches en produits naturels, et en matières premières, et un des plus fertiles et des plus féconds de toute l'Europe. Il est donc bien clair que tant de gêne et de souffrances sont dues au vice et à l'impuissance des institutions sociales actuelles. A côté de ces douleurs physiques s'étalent les plaies morales qui leur font ordinairement cortège: Les crimes se multiplient, le brigandage éprouve une recrudescence, la sécurité individuelle n'a jamais été moins assurée, et la bourgeoisie, pensant comme Vespasien que l'argent ne sent jamais mauvais de quelque source immonde qu'il vienne, fait commerce de tout, protège les criminels et vend la justice, de telle façon que l'immortalité est arrivée à son comble, et que le tableau de la corruption de la société espagnole est certainement plus sombre que Salluste dans Jugurtha, fait avec des couleurs, si tristes et si noires pourtant, de la Rome des Césars.

Vous vous étonnerez peut-être de la patience et de la longanimité de ce peuple, qui tolère tranquillement d'aussi dures et injustes privations, qui souffre la faim et la misère sans sourciller, et qui s'humilie ou émigre plutôt que de s'armer pour la revendication de ses droits. Hélas, il est inconcevable que l'oppression démoralise et que si la souffrance excite quelquefois l'énergie souvent aussi elle énerve et abat. Sous un prétexte quelconque, le moindre représentant ou agent du pouvoir rosse à coups de bâton toute personne qui lui paraît suspecte ou hostile, ou bien lui cherche une querelle d'allemand, que se résout par un interminable procès, ou par une arrestation de laquelle il résulte que le prisonnier ayant tenté de s'évader durant sa translation la gendarmerie s'est vue dans la nécessité de faire feu sur lui. Un maire de village

est en Espagne, aujourd'hui, un vrai seigneur féodal, qui a tacitement droit de vie et de mort sur ses administrés, et il règne une certaine terreur dans tout le midi surtout où le « caeiquisme », c'est le nom qu'on lui donne, mène les populations à la baguette. Cela a développé certainement une grande soif de vengeance, et le jour de la révolution, le sang coulera à flots. Mais en attendant l'organisation est difficile, bien que partout il y ait des hommes de cœur qui bravent tous les dangers.

Malgré tout, les conseils d'une excessive prudence, et d'une crainte exagérée, sont peu écoutés quand le besoin est urgent, et il est vrai de dire que *ventre affamé n'a point d'oreilles*. Les grandes révolutions ont souvent été précédées d'une horrible famine; c'est quand les douleurs produites par les privations atteignent une période aiguë qu'elles réveillent et qu'elles secouent. Le 8 de ce mois les travailleurs des champs de Jerez, qui se trouvaient sans travail, se divisant par groupes de douze à quinze, sont partis de la place de l'Arenol où ils étaient réunis, et envahissant les boulangeries et les boucheries s'en sont répartis le pain et la viande. D'autres se sont répandus dans les champs des environs, et exigeant de chaque berger qu'ils rencontraient quelques brebis de son troupeau ils les ont dépiécées et distribuées à leurs compagnons qui se trouvaient dans le même cas qu'eux. L'autorité effrayée et impuissante au premier moment, a dû fermer les yeux. Elle s'est bornée à placer dans chaque boulangerie et dans chaque boucherie deux agents de police, qui n'ont pu rien empêcher, débordés qu'ils étaient par les masses ouvrières qui les envahissaient. En même temps elle envoya chercher des forces de l'armée des villes environnantes. Le lendemain on a fait quelques arrestations; les travailleurs cependant, qui se sont bornés à prendre du pain ont été relâchés; quant à ceux dont il est prouvé qu'ils ont pris aussi de la viande, on les a mis également en liberté sous caution, mais on leur a formé un procès. L'ordre matériel a donc été rétabli, mais les cris des enfants qui ont faim et qui crient à leurs parents : du pain ! du pain ! résonnent encore à leurs oreilles comme l'appel du tocsin.

Nos feuilles clandestines, *El Orden* et la *Revolucion popular* cessent de paraître régulièrement. Nos amis savent déjà ce qu'ils veulent et par quels moyens. Ces organes occultes de publicité peuvent dans certaines circonstances mettre nos ennemis sur la piste et gêner notre action. Ils ne paraîtront donc plus à intervalles fixes, et on fera seulement un tirage de temps en temps lorsqu'il y aura opportunité. Nous espérons entrer dans une nouvelle phase qui démontrera mieux que par la parole et la plume que le socialisme n'est pas mort.

Autriche.

Une insurrection vient d'éclater dans la partie polonaise de la Gallicie.

Des gentilhommes-propriétaires disputaient aux paysans la possession de terres appelées *pâtis*; ces pâtis sont des landes où l'on mène paître les bestiaux. Mais tandis que le procès était pendant, le gouvernement envoie des gendarmes pour occuper le sol; les paysans ne voulant pas s'en dessaisir un conflit a éclaté.

Les gendarmes font usage de leurs armes et des blessés restent sur place. Les paysans les entourent et l'autorité mande de nouvelles troupes. Mais, tandis que plu-

sieurs soldats manifestent l'intention de ne point faire usage de leurs armes, les paysans des villages voisins viennent se joindre aux groupes insurgés.

Nous saluons avec plaisir l'apparition à Loeff d'un journal socialiste *Gromadski Drug* publié en petit russe. Le premier numéro a été comme de raison saisi par la police autrichienne.

Roumanie.

On peut dire que le socialisme n'existe pas chez nous: la propagande théorique y est presque nulle, les émeutes de classes absolument inconnues; c'est à peine si les plus vifs assaillent quelques membres de nos couches dirigeantes et leur font payer de la vie la situation qu'ils ont créée. Nous en sommes donc aux vengeances individuelles, mais pas encore aux protestations conscientes, théoriques et pratiques.

C'est sur les « nationaux-libéraux » que le peuple compte pour assurer le « bonheur du peuple » au lieu de mettre en lui-même, en lui tout seul, toute sa confiance.

Cependant la situation faite au travailleur roumain est atroce.

Lorsque la Roumanie a déclaré la guerre, son crédit était nul, sa dette payée en papier-monnaie avec cours forcé, ses impôts poussés au maximum, son budget équilibré par des mensonges. Voilà dans quelles conditions notre gouvernement a mis 60,000 hommes sur pied, et en a envoyé 40,000 devant Plewna. Et pour obtenir quoi ?

Comme la guerre exige de l'argent, dévore beaucoup d'argent, le gouvernement qui n'en avait pas, fit voter par la chambre une loi, dite « des réquisitions ». En vertu de cette loi, « tous les citoyens sans distinction doivent payer la taxe en nature » ce qui se traduit dans la vie pratique par ceci : « le gouvernement prendra tout ce dont il aura besoin pour l'entretien de son armée et pour le transport de son matériel de guerre ». Or comme on ne réquisitionne pas la terre, comme on n'emporte pas les maisons, c'est le petit paysan qui a du fournir ses bestiaux et ses produits, et c'est le capitaliste dont le coffre-fort est resté hermétiquement fermé. Il y a bien une promesse d'indemnité, mais on sait qu'elle est la valeur vraie de cette promesse.

La ruine, la misère est maintenant partout en Roumanie. Les petits propriétaires qui jouissaient d'une certaine aisance, ont été violemment rejetés dans la mendicité et le travailleur meurt littéralement de faim.

S'il est vrai qu'avant d'aborder la lutte de classes un peuple doit traverser la lutte nationale, j'ose espérer que notre pays vient de payer sa dette, et que le socialisme, le socialisme révolutionnaire va sortir de la situation.

VARIÉTÉS

Les divisions en Icarie.

Il résulte de lettres échangées dernièrement dans le *Mirabeau* que des divisions profondes et regrettables ont éclaté au sein de la petite communauté Icarienne. Quoique la minorité séparatiste, par ce fait seul qu'elle a eu recours à l'intervention d'un gouvernement bourgeois, nous soit complètement antipathique nous ne prendrons pas place dans le débat. Notre intention est seulement de rechercher quelle peut-être la cause des divisions qui se sont produites et si cette nouvelle et pénible expérience ne contient pas des enseignements qui puissent être utiles au parti socialiste tout entier.

Si l'on écoute les journaux bourgeois qui ont souligné dans leurs faits divers une nouvelle aussi agréable pour eux, ces germes de dissolution se produisant 30 ans seulement après la fondation de la colonie, établiraient irréfutablement l'impraticabilité des doctrines sociales. Les intéressés

font de leur côté remonter toute la responsabilité de la scission aux sentiments réactionnaires et égoïstes des icariens séparatistes. Pour nous, nous voyons la chose autrement.

Nous dirons aux journaux bourgeois qu'ils se hâtent trop de se réjouir, et que si même la communauté icarienne leur fait le plaisir de succomber, ce résultat prouvera tout au plus que les idées d'une seule école socialiste n'ont pu se réaliser dans les conditions actuelles. Nous avouons aux intéressés que nous reconnaissons avec eux tous les torts des membres séparatistes qu'ils combattent, mais nous leur ferons observer que le jour où la doctrine icarienne devrait embrasser l'ensemble d'une société, nous trouverions en face un certain nombre d'hommes au moins aussi égoïstes et aussi peu fraternels que ceux dont ils ont à se plaindre. La cause des divisions qui existent n'est donc pas dans le socialisme en général, ni dans l'immoralité de nos contemporains. Elle est ailleurs. Cherchons-la.

La communauté Icarienne (qui occupe dans l'état d'Iova un territoire de 6 kilomètres carrés environ) se compose de 83 personnes occupées à différents métiers. Les biens matériels y sont en commun et les affaires courantes s'y décident — dans l'indivision — à la pluralité des voix.

La Communauté Icarienne est donc en petit, un essai de réalisation du programme communiste autoritaire. Les Icariens sont en économie politique non seulement pour la collectivité du sol et des instruments de travail, mais aussi pour la communauté des produits; en politique, ils sont étatistes et partisans de la législation directe.

Ce qui se passe en Icarie doit nous montrer ce qui se passerait dans la société le jour de la réalisation du fameux programme démocrate-socialiste. Les hommes (non encore transformés par une éducation différente) ne pourraient supporter pour la plupart le communisme absolu. Des divisions se réaliseraient en minorité et majorité et celle-ci pour réprimer les révoltes de celle-là devrait rétablir tous les ustensiles de l'Etat bourgeois, les gendarmes, les juges, les policiers, les soldats et l'état de classe rétabli, la formation de classes antagonistes ne serait plus qu'une affaire de temps.

Combien se révèle ici la supériorité du socialisme scientifique, fédéraliste, anti-autoritaire !

Entrons pour un instant dans cette hypothèse, les anarchistes croyant devoir comme les Icariens faire en petit, et dans de mauvaises conditions l'essai de leur programme ?

D'abord ils ne prendraient pas les hommes tels qu'ils devraient être; ils regarderaient comment ils sont. Et, en faisant cela, ils s'apercevraient bien vite que si quelques-uns sont susceptibles non pas d'accepter théoriquement le communisme complet mais de le supporter en pratique, le plus grand nombre à tort ou à raison ne saurait s'en accommoder. Alors en hommes pratiques, ils imposeraient comme une nécessité sociale la propriété collective de la matière première et de l'instrument de travail, et ils laisseraient réaliser la communauté des produits par ceux-là seuls qui voudraient se grouper dans ce but.

Une fois l'usufruit temporaire du capital social donné aux groupes producteurs formés spontanément, ces groupes se grouperaient entre eux en obéissant aux lois de la gravitation sociale et on aurait la fédération là où les icariens ont trouvé la division.

C'est surtout au point de vue pratique que ceux qu'on appelle utopistes peuvent démontrer l'excellence de leur programme et que les démocrates socialistes qui se croient gens pratiques deviennent des utopistes dans le véritable sens du mot.